

# Activité économique

Après une stabilité au premier trimestre, le PIB a progressé au deuxième trimestre 2021 (+1,1 %), traduisant le rebond de l'activité en mai et en juin après le confinement d'avril. Sous l'hypothèse d'absence de nouvelles restrictions sanitaires, à la faveur de la campagne de vaccination, notre scénario reste celui d'une poursuite de la reprise d'ici la fin de l'année à un rythme plus modéré au mois le mois après le niveau très haut atteint en juin, comme dans le Point de conjoncture de septembre 2021. L'activité se serait située au troisième trimestre à environ -0,6 % en écart à l'avant-crise, soit une croissance de 2,7 % par rapport au trimestre précédent. Le PIB augmenterait ensuite d'environ 0,5 % au quatrième trimestre, revenant globalement à son niveau d'avant-crise. Au second semestre, la progression de l'activité serait principalement tirée par la consommation des ménages, après un premier semestre où elle était encore très affectée par les restrictions sanitaires. La contribution de l'investissement serait plus limitée, après le dynamisme

des trimestres précédents, et celle des échanges extérieurs resterait négative, la demande intérieure dynamisant les importations et les exportations restant nettement sous leur niveau d'avant-crise. Au total, sur l'ensemble de 2021, le PIB progresserait de 6 ¼ % par rapport à 2020 (après -8,0 %).

## L'activité économique a nettement rebondi en mai et juin

Au deuxième trimestre 2021, selon les résultats détaillés des comptes trimestriels, l'activité économique s'est située à 3,2 % sous son niveau d'avant-crise (après -4,3 % au premier trimestre). Après une nouvelle chute de l'activité pendant le troisième confinement d'avril (► **figure 1**), la levée des principales restrictions en mai et juin a induit un vif rebond, l'activité atteignant -1,2 % en écart à l'avant-crise. La construction, révisée

### ► 1a. Pertes d'activité mensuelles estimées puis prévues, au niveau global

activité économique en écart au quatrième trimestre 2019, en %

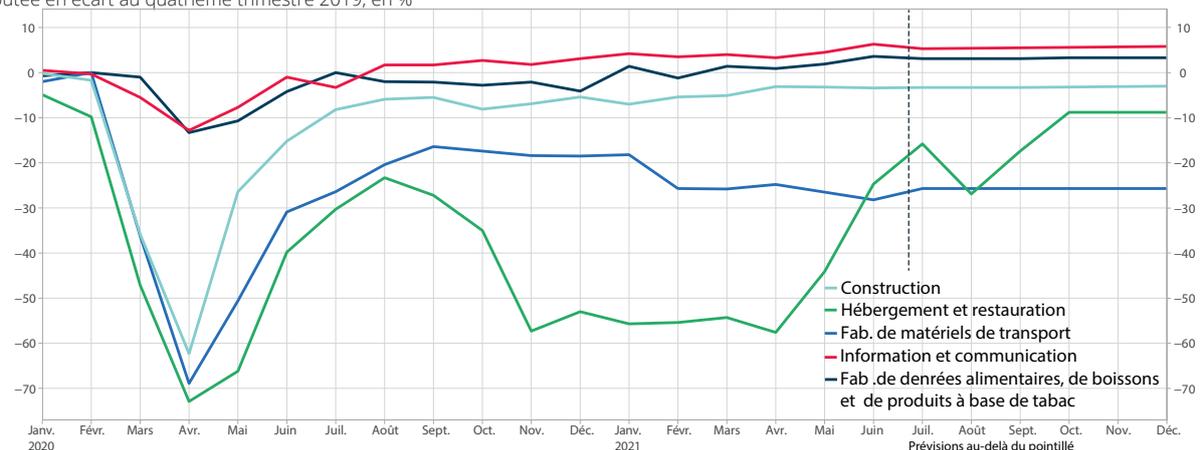


Lecture : en septembre, l'activité économique aurait été en retrait de -0,4 % par rapport au niveau du quatrième trimestre 2019.

Source : calculs Insee à partir de sources diverses

### ► 1b. Pertes d'activité mensuelles estimées puis prévues, pour quelques branches d'activité

valeur ajoutée en écart au quatrième trimestre 2019, en %



Source : calculs Insee à partir de sources diverses

à la hausse, a poursuivi son rebond au deuxième trimestre. L'industrie a globalement plafonné, avec des contrastes entre les branches bridées par les difficultés d'approvisionnement et les autres, plus dynamiques. La progression d'une partie des services a quant à elle été tributaire de la levée graduelle des restrictions.

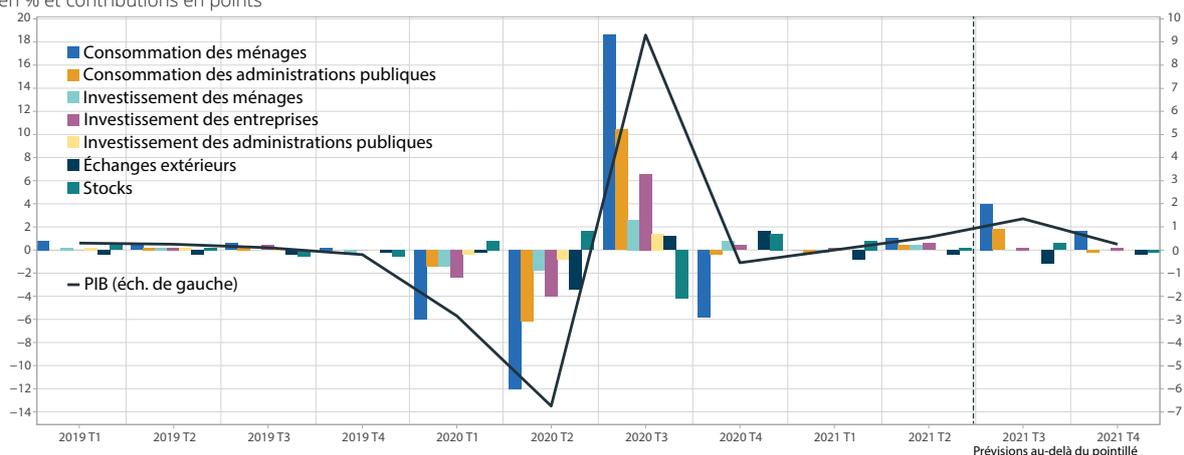
Au total, le PIB a augmenté de 1,1 % au deuxième trimestre 2021 (► **figure 6**). Du point de vue de la demande, la consommation des ménages, stimulée par la levée des restrictions au cours du printemps, a été le principal moteur de cette progression (contribution de 0,5 point, ► **figure 2a**). L'investissement des entreprises a été particulièrement dynamique, au-dessus de son niveau d'avant-crise. À l'inverse, les échanges extérieurs ont de nouveau pesé sur la croissance (-0,2 point).

**Au second semestre 2021, l'activité continuerait à progresser mais de façon plus modérée, à partir du haut niveau atteint en juin**

Pendant la période estivale, malgré la quatrième vague épidémique, et pour la première fois depuis le mois d'octobre 2020, l'économie a été presque totalement rouverte au niveau national. La situation n'est toutefois pas complètement revenue à la normale, même si la couverture vaccinale a beaucoup progressé : des mesures spécifiques ont dû être prises en Outre-mer, liées à une nette dégradation de la situation sanitaire. Certaines mesures globales ont par ailleurs perduré (port du masque en intérieur, distanciation sociale) ou ont été instaurées (passe sanitaire). En août, la production manufacturière a augmenté de nouveau

## ► 2a. Variations trimestrielles du PIB et contributions des principaux postes de la demande

variations en % et contributions en points

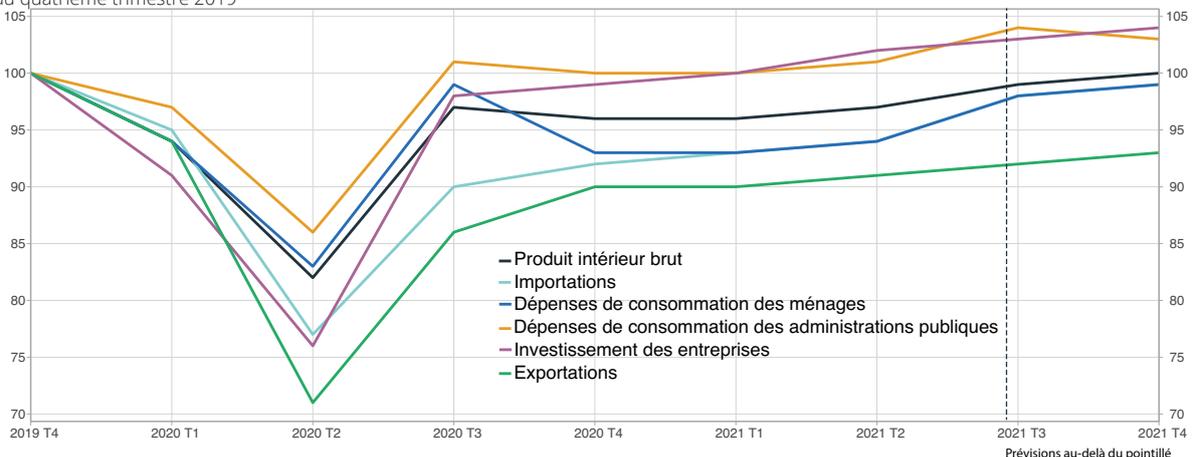


Lecture : au troisième trimestre 2021, le PIB aurait augmenté de 2,7 % par rapport au premier trimestre 2021 ; la contribution de la consommation des ménages aurait été d'environ 2 points.

Source : calculs Insee à partir de sources diverses

## ► 2b. Évolutions trimestrielles du PIB, des importations et des principaux postes de la demande, en écart au T4 2019

base 100 au quatrième trimestre 2019



Note : les dépenses de consommation des administrations publiques regroupent les dépenses de consommation collective (défense, justice, ...) et les dépenses dites individualisables (soins de santé, éducation notamment).

Source : calculs Insee à partir de sources diverses

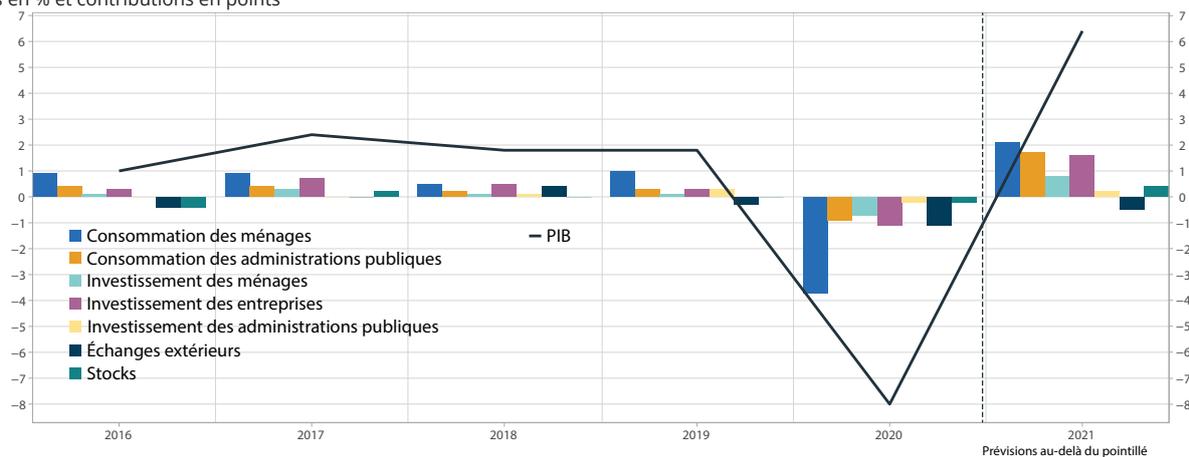
## Conjoncture française

(+1,1 % après +0,7 % en juillet). Après un fléchissement en août, le climat des affaires s'est légèrement amélioré en septembre, avec toutefois des disparités selon les secteurs (baisse du climat dans l'industrie, hausse dans les services). Le climat des affaires comme celui de l'emploi restent dans tous les cas bien au-dessus de leur moyenne de longue période.

Dans ce contexte, et sous l'hypothèse de l'absence de nouvelles restrictions sanitaires, le scénario d'une poursuite de la reprise au second semestre se confirme, comme déjà présenté dans le *Point de conjoncture* du 7 septembre 2021. L'activité économique retrouverait globalement au quatrième trimestre son niveau d'avant la crise (► **figure 1a**), malgré des contrastes sectoriels (► **figure 1b**).

### ► 3. Variations annuelles du PIB et contributions des principaux postes de la demande

variations en % et contributions en points



Lecture : en 2021, le PIB augmenterait de 6 ¼ % par rapport à 2020 ; la contribution de la consommation des ménages serait d'environ 2 points.

Source : calculs Insee à partir de sources diverses

### ► 4. Estimation puis prévision des pertes d'activité économique en 2021 par branche, en moyenne trimestrielle

écart au quatrième trimestre 2019, en %

Branche	Poids*	2020				2021			
		T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
<b>Agriculture, sylviculture et pêche</b>	2	0,2	0,2	0,1	-0,8	-1,8	-2,4	-1	-1
<b>Industrie</b>	14	-5,2	-21,3	-5,6	-3,5	-2,7	-2,7	-2	-2
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	2	-0,6	-9,4	-1,4	-3,0	0,5	2,1	3	3
Cokéfaction et raffinage	0	6,8	28,2	21,7	31,0	128,4	103,0	103	103
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	1	-7,0	-23,9	-6,7	-4,1	-2,4	-3,4	-1	-1
Fabrication de matériels de transport	2	-12,7	-50,1	-21,1	-18,1	-23,2	-26,5	-26	-26
Fabrication d'autres produits industriels	6	-5,7	-22,4	-5,9	-3,3	-1,3	-1,5	-1	0
Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	3	-2,7	-11,7	0,6	3,5	2,4	3,9	2	2
<b>Construction</b>	6	-12,6	-34,6	-6,5	-6,8	-5,9	-3,2	-3	-3
<b>Services principalement marchands</b>	57	-5,4	-17,9	-4,5	-6,1	-6,3	-4,5	-1	0
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	10	-6,2	-17,4	-0,3	-2,1	-2,3	-3,2	-2	-1
Transports et entreposage	5	-11,0	-33,7	-18,2	-21,5	-19,0	-14,8	-8	-8
Hébergement et restauration	3	-20,6	-59,6	-26,9	-48,4	-55,1	-42,1	-20	-9
Information et communication	5	-1,7	-7,2	0,0	2,5	3,9	4,7	5	6
Activités financières et d'assurance	4	-4,7	-15,2	-2,8	-1,9	-0,3	1,7	4	4
Activités immobilières	13	-1,3	-3,8	-0,8	-0,5	-0,3	0,4	1	1
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	14	-4,4	-17,7	-2,7	-1,7	-2,3	-0,9	0	1
Autres activités de services	3	-10,3	-41,6	-13,3	-25,1	-27,1	-22,0	-12	-8
<b>Services principalement non marchands</b>	22	-4,6	-15,1	1,2	-0,1	0,2	-0,1	2	2
<b>VA totale</b>	100	-5,5	-18,4	-3,5	-4,4	-4,3	-3,2	-0,7	-0,2
Taxes et subventions		-7,1	-18,8	-1,5	-3,5	-4,1	-3,2	-0,7	-0,2
<b>PIB</b>		-5,7	-18,4	-3,3	-4,3	-4,3	-3,2	-0,6	-0,1

■ Prévision

Lecture : au troisième trimestre 2021, la perte d'activité dans la branche de l'hébergement-restauration aurait été de 20 % par rapport au niveau d'avant-crise.

Source : calculs Insee à partir de sources diverses

Au niveau sectoriel, l'industrie croîtrait lentement au second semestre, atteignant -2 % par rapport au niveau d'avant-crise (► **figure 4**). Cette évolution resterait limitée par la persistance des difficultés d'approvisionnement, dont un nombre important d'entreprises déclaraient en juillet qu'elles constituaient un obstacle à la production, et ce dans l'ensemble des branches industrielles (► **Éclairage** ainsi que la fiche **Activité** du *Point de conjoncture* du 7 septembre 2021). Les « autres branches industrielles » (chimie, textile, métallurgie...), reviendraient toutefois quasiment à leur niveau d'avant-crise, ainsi que la fabrication de biens d'équipements. En revanche, les pénuries affectant le secteur automobile et la fermeture ponctuelle de certaines chaînes de production continueraient de peser sur l'activité de la branche des matériels de transport, qui resterait jusqu'à la fin de l'année encore loin de son

niveau d'avant-crise. Après avoir progressé au deuxième trimestre avec le dynamisme de l'investissement, et en lien avec le ralentissement des mises en chantier, l'activité dans la construction serait stable aux troisième et quatrième trimestres 2021, se situant à -3 % par rapport au quatrième trimestre 2019.

Dans les services principalement marchands, l'activité se serait située à 1 % sous le niveau d'avant-crise au troisième trimestre, qu'elle rejoindrait quasiment au quatrième trimestre. En fin d'année cependant, la situation resterait hétérogène. D'un côté, l'activité serait nettement au-dessus du niveau d'avant-crise dans les branches l'ayant déjà dépassé et progressant désormais selon un rythme tendanciel (information-communication et services aux entreprises, en particulier). En revanche, elle resterait dégradée dans

## ► 5. Estimation puis prévision des pertes mensuelles d'activité économique en 2021 par branche

écart au quatrième trimestre 2019, en %

Branche	Poids*	2021									
		janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	
<b>Agriculture, sylviculture et pêche</b>	<b>2</b>	-2	-2	-2	-2	-2	-2	-2	-2	-1	-1
<b>Industrie</b>	<b>14</b>	-1	-4	-3	-3	-3	-2	-2	-2	-2	-2
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	2	1	-1	1	1	2	4	3	3	3	
Cokéfaction et raffinage	0	111	127	148	142	95	73	103	103	103	
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	1	-1	-3	-4	-3	-5	-3	-2	-1	-1	
Fabrication de matériels de transport	2	-18	-26	-26	-25	-26	-28	-26	-26	-26	
Fabrication d'autres produits industriels	6	1	-3	-2	-2	-2	-1	-1	-1	-1	
Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	3	4	1	2	3	5	4	2	2	2	
<b>Construction</b>	<b>6</b>	<b>-7</b>	<b>-5</b>	<b>-5</b>	<b>-3</b>	<b>-3</b>	<b>-3</b>	<b>-3</b>	<b>-3</b>	<b>-3</b>	
<b>Services principalement marchands</b>	<b>57</b>	<b>-6</b>	<b>-7</b>	<b>-6</b>	<b>-8</b>	<b>-4</b>	<b>-1</b>	<b>-1</b>	<b>-2</b>	<b>-1</b>	
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	10	-2	-3	-3	-7	-2	0	-1	-2	-2	
Transports et entreposage	5	-20	-19	-19	-19	-14	-12	-8	-7	-8	
Hébergement et restauration	3	-56	-55	-54	-58	-44	-25	-16	-27	-17	
Information et communication	5	4	3	4	3	5	6	5	5	5	
Activités financières et d'assurance	4	-1	0	0	-1	2	4	3	4	4	
Activités immobilières	13	0	0	0	0	0	1	0	1	1	
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	14	-2	-3	-2	-3	0	1	0	1	1	
Autres activités de services	3	-27	-28	-27	-31	-21	-14	-10	-13	-12	
<b>Services principalement non marchands</b>	<b>22</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-1</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	
<b>VA totale</b>	<b>100</b>	<b>-4,0</b>	<b>-4,7</b>	<b>-4,2</b>	<b>-5,4</b>	<b>-2,9</b>	<b>-1,3</b>	<b>-0,7</b>	<b>-0,7</b>	<b>-0,4</b>	
Taxes et subventions		-4,3	-4,0	-3,9	-7,6	-2,1	0,0	-0,7	-0,7	-0,4	
<b>PIB</b>		<b>-4,0</b>	<b>-4,6</b>	<b>-4,2</b>	<b>-5,7</b>	<b>-2,8</b>	<b>-1,2</b>	<b>-0,7</b>	<b>-0,7</b>	<b>-0,4</b>	

■ Préviation

Lecture : en juillet 2021, la perte d'activité dans la branche de l'hébergement-restauration aurait été de -16 % par rapport au niveau d'avant-crise.

Source : calculs Insee à partir de sources diverses

## ► 6. Estimation puis prévision des pertes d'activité économique en 2021

	2020				2021				2020	2021
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4		
Variation trimestrielle (en %)	-5,7	-13,5	18,6	-1,1	0,0	1,1	2,7	0,5	-8,0	6 ¼
Écart par rapport au niveau d'avant-crise (T4 2019)	-5,7	-18,4	-3,3	-4,3	-4,3	-3,2	-0,6	-0,1		

■ Préviation

Lecture : au troisième trimestre 2021, le PIB se serait situé à -0,6 % par rapport au niveau d'avant-crise (quatrième trimestre 2019), en progression (+2,7 %) par rapport au deuxième trimestre 2021.

Source : calculs Insee à partir de sources diverses

## Conjoncture française

l'hébergement-restauration, les services de loisirs et les services de transport, certains facteurs pesant de façon plus durable sur la demande (le recours plus fréquent au télétravail, la reprise inégale du tourisme international et des voyages d'affaires...) malgré la levée des restrictions.

En variation trimestrielle, le PIB augmenterait alors de 2,7 % au troisième trimestre, reflétant la vive accélération de mai-juin et la bonne tenue des mois d'été, puis de 0,5 % au quatrième (► **figure 6**). Comme au deuxième trimestre, c'est la demande intérieure, et notamment la consommation des ménages qui porterait cette progression (contributions de +2,0 points au troisième trimestre puis de +0,8 point au quatrième, ► **figure 2a et 2b**), après un premier semestre affecté en grande partie par les restrictions sanitaires.

La consommation publique contribuerait elle aussi nettement à l'évolution du PIB au troisième trimestre, en lien avec le retour à la normale de l'enseignement – le deuxième trimestre ayant été marqué en effet par la fermeture ponctuelle des écoles et des crèches – et avec la consommation de vaccins et de tests. Cette dernière

diminuerait au quatrième trimestre, conduisant au repli de la consommation publique en fin d'année.

De son côté, après son dynamisme du premier semestre, l'investissement n'aurait qu'une contribution modérée à la croissance du PIB au second. Il a en effet déjà dépassé son niveau d'avant-crise, qu'il s'agisse de l'investissement des entreprises, des administrations publiques ou des ménages. Ce dynamisme, porté notamment en début d'année par l'investissement en construction, peut traduire le rattrapage d'un retard accumulé sur les chantiers en 2020 ainsi que les effets des mesures de soutien.

Enfin, les échanges extérieurs continueraient quant à eux de peser sur l'évolution de l'activité (contributions de -0,6 point au troisième trimestre puis de -0,1 point au quatrième). En effet, le dynamisme de la demande intérieure engendrerait une forte hausse des importations, notamment au troisième trimestre. Les exportations progresseraient à un rythme plus modéré : elles seraient tirées au troisième trimestre par le retour, bien que partiel, du tourisme international, et ralentiraient au quatrième trimestre dans un contexte

### 7. Biens et services : équilibre ressources-emplois aux prix de l'année précédente chaînés, en évolutions trimestrielle et annuelle

variations T/T-1 (en %), données CVS-CJO

	2019				2020				2021				2019	2020	2021
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
<b>Produit intérieur brut</b>	<b>0,6</b>	<b>0,5</b>	<b>0,2</b>	<b>-0,4</b>	<b>-5,7</b>	<b>-13,5</b>	<b>18,6</b>	<b>-1,1</b>	<b>0,0</b>	<b>1,1</b>	<b>2,7</b>	<b>0,5</b>	<b>1,8</b>	<b>-8,0</b>	<b>6 ¼</b>
Importations	1,9	0,0	-0,1	-1,0	-5,0	-18,6	16,6	1,5	1,2	1,7	3,9	1,2	2,4	-12,2	8,4
Total des ressources	1,0	0,5	0,0	-0,7	-5,4	-14,7	18,0	-0,3	0,4	1,5	2,7	0,6	2,1	-8,9	7,1
Dépenses de consommation des ménages	0,8	0,4	0,5	0,2	-5,7	-11,6	18,3	-5,5	0,0	1,0	4,0	1,5	1,9	-7,2	4,1
Dépenses de consommation des administrations*	0,2	0,3	0,4	0,2	-2,9	-11,6	17,8	-0,8	-0,3	0,7	3,3	-0,5	1,0	-3,5	6,2
<i>dont dépenses individualisables des APU</i>	-0,1	0,2	0,2	0,2	-4,1	-13,1	20,9	-1,6	-0,1	0,8	5,3	-0,9	0,6	-4,9	7,7
<i>dont dépenses collectives des APU</i>	0,5	0,4	0,8	0,1	-0,7	-8,4	13,4	1,2	-0,8	0,1	0,0	0,1	1,8	-0,1	4,2
Formation brute de capital fixe (FBCF)	1,0	1,5	1,1	-0,3	-9,4	-15,8	26,2	2,5	0,4	2,4	0,5	0,5	4,1	-8,9	11,9
<i>dont Entreprises non financières (ENF)</i>	0,1	1,1	1,3	0,1	-9,4	-15,8	28,2	1,6	1,1	1,9	0,7	0,6	2,7	-8,1	12,5
<i>Ménages</i>	1,1	1,4	0,0	-0,9	-12,1	-17,8	28,8	6,9	-1,3	4,1	0,4	0,4	2,8	-12,2	15,1
<i>Administrations publiques</i>	2,8	2,4	2,0	-0,1	-4,9	-12,0	18,1	0,5	-0,5	1,3	-0,2	0,2	9,1	-4,4	5,9
Exportations	1,4	-0,8	-0,6	-1,4	-5,5	-25,0	21,1	4,4	0,0	1,0	2,0	0,8	1,5	-16,1	7,2
Contributions (en point)															
Demande intérieure hors stocks**	0,7	0,6	0,6	0,1	-5,9	-12,6	20,2	-2,5	0,0	1,2	3,0	0,7	2,2	-6,7	6,5
Variations de stocks**	0,2	0,1	-0,3	-0,3	0,4	0,8	-2,3	0,6	0,4	0,1	0,3	-0,1	0,0	-0,2	0,4
Commerce extérieur	-0,2	-0,2	-0,2	-0,1	-0,1	-1,7	0,6	0,8	-0,4	-0,2	-0,6	-0,1	-0,3	-1,1	-0,5

■ Prévission

\* Dépenses de consommation des administrations publiques (APU) et des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLISM)

\*\* Les variations de stocks comprennent les acquisitions nettes d'objets de valeur

Lecture : au troisième trimestre 2021, les exportations auraient augmenté de 2,0 % par rapport au deuxième trimestre 2021 ; la contribution des échanges extérieurs à la croissance trimestrielle du PIB serait de -0,6 point.

Source : calculs Insee à partir de sources diverses

de commerce mondial affecté par les problèmes d'approvisionnement (► **figure 7**). Fin 2021, parmi les différents postes de la demande, ce sont les exportations qui seraient le plus en retrait par rapport à l'avant-crise (-6,9 %) tandis que la consommation des ménages serait presque revenue à son niveau de deux ans auparavant (► **figure 8**).

Au total, en moyenne annuelle, le PIB rebondirait vivement en 2021 (+6 ¼ % après -8,0 %, prévision inchangée par rapport au dernier *Point de conjoncture*). La consommation des ménages, qui avait le plus contribué à la perte d'activité en 2020, participerait, en miroir, fortement au rebond de 2021, à hauteur de +2,1 points (► **figure 7**). L'investissement (des entreprises, des ménages et des administrations publiques) contribuerait à hauteur de +2,6 points.

La contribution des échanges extérieurs serait légèrement négative en 2021, comme en 2019 et 2020.

Ce scénario pour la fin 2021 reste conditionné à l'absence de nouvelles restrictions sanitaires, en France comme chez nos principaux partenaires économiques. Il fait par ailleurs l'hypothèse d'une stabilisation à un haut niveau des problèmes d'approvisionnement jusqu'à la fin de l'année. Si ces problèmes venaient à se réduire d'ici là, si le rebond de la consommation s'amplifiait, ou si les conditions sanitaires en France et chez nos partenaires évoluaient plus favorablement que prévu (permettant par exemple un retour plus rapide du tourisme international), l'activité au quatrième trimestre pourrait s'avérer plus dynamique que dans notre scénario de prévision. ●

## 8. Biens et services : équilibre ressources-emplois aux prix de l'année précédente chaînés, en écart à l'avant-crise

écart au quatrième trimestre 2019 (en %), données CVS-CJO

	2020				2021			
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
<b>Produit intérieur brut</b>	<b>-5,7</b>	<b>-18,4</b>	<b>-3,3</b>	<b>-4,3</b>	<b>-4,3</b>	<b>-3,2</b>	<b>-0,6</b>	<b>-0,1</b>
Importations	-5,0	-22,6	-9,8	-8,5	-7,3	-5,8	-2,1	-0,9
Total des ressources	-5,4	-19,3	-4,8	-5,0	-4,7	-3,3	-0,7	0,0
Dépenses de consommation des ménages	-5,7	-16,7	-1,4	-6,8	-6,8	-5,9	-2,1	-0,6
Dépenses de consommation des administrations*	-2,9	-14,1	1,1	0,3	0,0	0,7	4,0	3,5
<i>dont dépenses individualisables des APU</i>	-4,1	-16,6	0,8	-0,9	-1,0	-0,2	5,2	4,2
<i>dont dépenses collectives des APU</i>	-0,7	-9,1	3,1	4,3	3,5	3,6	3,6	3,7
Formation brute de capital fixe (FBCF)	-9,4	-23,8	-3,8	-1,3	-1,0	1,4	1,9	2,4
<i>dont Entreprises non financières (ENF)</i>	-9,4	-23,7	-2,2	-0,6	0,5	2,3	3,1	3,7
<i>Ménages</i>	-12,1	-27,8	-7,0	-0,6	-1,9	2,2	2,5	2,9
<i>Administrations publiques</i>	-4,9	-16,3	-1,1	-0,6	-1,1	0,2	-0,1	0,1
Exportations	-5,5	-29,1	-14,1	-10,4	-10,4	-9,5	-7,7	-6,9

■ Prévision

Lecture : au troisième trimestre 2021, les importations se seraient situées 2,1 % sous le niveau d'avant crise (quatrième trimestre 2019).

Source : calculs Insee à partir de sources diverses